



PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

A R R Ê T É

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 novembre 1979 autorisant M. le Président du S.I.T.O.M. du Penthievre à exploiter sur les communes de PLANGUENOUAL et LAMBALLE, au lieu-dit "Les Landes de Lambert", une usine de traitement des ordures ménagères et une zone de décharge pour produits non putrescibles ;
- VU la demande présentée par le SMICTOM du PENTHIEVRE-MENE en vue de la construction et l'exploitation, sur ce site et sur des terrains attenants, sis sur la commune de PLANGUENOUAL, d'une usine d'incinération d'ordures ménagères, de résidus urbains et de déchets hospitaliers et d'une aire de stockage de ferrailles ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ouverte du 10 décembre 1990 au 9 janvier 1991 en mairies de PLANGUENOUAL et LAMBALLE ;
- VU les avis exprimés au cours de l'instruction par :
- le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le 26 novembre 1990,
 - le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi, le 19 décembre 1990 ;
 - le Directeur Départemental de la Protection Civile, le 7 décembre 1990,
 - le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le 8 janvier 1991,
 - le Directeur Départemental des Affaires Maritimes, le 10 janvier 1991 ;
- VU les délibérations des Conseils Municipaux de ANDEL (17 décembre 1990), HENANSAL (18 décembre 1990), SAINT-ALBAN (21 janvier 1991), PLANGUENOUAL (22 janvier 1991) et LAMBALLE (4 février 1991) ;
- VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations classées en date du 22 mars 1991 ;
- VU la consultation effectuée le 22 mars 1991 en application de l'article 10 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de la séance du 29 mars 1991 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

ARRETE

ARTICLE 1er : Le SMICTOM du Penthièvre-Méné est autorisé à exploiter à PLANGUENOUAL et à LAMBALLE au lieu-dit "Les Landes de Lambert" une usine de traitement et d'incinération d'ordures ménagères, de résidus urbains et de déchets hospitaliers avec récupération d'énergie sous forme d'électricité comprenant les installations décrites ci-dessous :

Numéros de nomenclature:	Nature des activités	Classement : A ou D
153 bis 1°)	: Installations thermiques ayant une : : puissance totale supérieure à 10 MW : : (14,9 MW). : :	A
286	: Activités de stockage et de récupé- : : ration de ferrailles diverses. : :	A
322 B 4°)	: Incinération d'ordures ménagères, de : : résidus urbains et de déchets hospi- : : taliers dans un four ayant les carac- : : téristiques suivantes : : : : : * puissance thermique maximale : : de 12,8 MW. : : * capacité maximale d'incinéra- : : tion de 5 tonnes/heure et de 120 ton- : : nes par jour. : : * capacité annuelle de traite- : : ment : 35 700 tonnes de déchets dont : : 10 % au maximum de déchets hospita- : : liers. : : * emprise au sol : 2129 m2 envi- : : ron. : : * fosse de réception des déchets : : de 1000 m3 au moins. : :	A

ARTICLE 2 : Sauf disposition contraire indiquée dans le présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 Novembre 1979 sont abrogées et remplacées par les dispositions ci-après :

L'exploitation des installations est soumise aux dispositions suivantes :

I - DISPOSITIONS GENERALES

1°) - Les installations devront être implantées conformément aux plans et notices joints à la demande d'autorisation. Elles devront se conformer le cas échéant, aux prescriptions du présent arrêté.

2°) - Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable de la situation existante devra être portée avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

3°) - L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des contrôles et analyses soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant sur les nuisances de l'établissement (émissions de gaz et de fumées, émissions et retombées de poussières, rejets d'eau, déchets, bruits notamment).

En tant que de besoin, les installations seront conçues et aménagées de manière à permettre ces contrôles dans de bonnes conditions.

4°) - Incident grave - Accident

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 devra être immédiatement signalé à l'inspecteur des installations classées à qui l'exploitant remettra dans les meilleurs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'un tel fait.

5°) - Prévention du bruit

5-1 : Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement leur sont applicables.

5-2 : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 18 Avril 1969).

5-3 : L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

5-4 : Les niveaux limites admissibles de bruit, mesurés aux limites de propriété, conformément à l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes :

- 65 dB (A) pour la période de jour.

- 60 dB (A) pour la période intermédiaire.

- 55 dB (A) pour la période de nuit.

x la période de jour des jours ouvrables équivaut à 7 h - 20 h.

x la période intermédiaire équivaut à :

. jours ouvrables : 6 h à 7 h et 20 h et 22 h.

. dimanches et jours fériés : 6 h à 22 h.

x la période de nuit, pour tous les jours, équivaut à 22 h - 6 h.

5-5 : Des mesures d'intensité sonore devront être réalisées dans un délai maximum de trois mois, par un organisme compétent. Les résultats devront être adressés à l'inspection des installations classées.

En cas de non-respect des niveaux sonores précisés plus haut, des dispositions devront être prises pour réduire les nuisances (insonorisation des ventilateurs, mise en place de merlons de terre etc...).

6°) - Fumées

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, poussières, suies ou gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

7°) - Sécurité

7-1 : Les installations électriques ainsi que les circuits et fluide sous pression et de vapeur, devront être conformes aux textes législatifs et réglementaires et aux règles de l'art. Elles doivent être vérifiées régulièrement par un organisme compétent.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables.

Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

7-2 : L'installation sera munie d'un détecteur de flamme ou de tout autre dispositif de sécurité permettant de déceler une quelconque anomalie.

7-3 - L'établissement sera pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant et en accord avec la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. En outre :

- un poteau d'incendie 100 mm conforme aux normes NF S 61213 et capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique d'un bar minimum, sera implanté à proximité de l'établissement.

- un ou plusieurs robinets armés de 40 mm de diamètre sera disposé à proximité de la fosse de réception.

- des extincteurs en nombre suffisant seront disposés dans les différents locaux, en fonction des risques encourus. Ils seront d'un type homologué NF MIH.

Ces matériels devront être maintenus en bon état et périodiquement vérifiés.

7-4 : Les abords des installations seront conçus de manière à permettre une intervention rapide et aisée des services d'incendie et de secours.

Les éléments d'information nécessaires à de telles interventions, seront matérialisés sur les sols et bâtiments de manière apparente.

Les schémas d'intervention seront revus à chaque modification des constructions ou du mode de gestion de l'établissement.

7-5 : En tant que de besoin, les installations seront équipées d'appareils de communication ou d'arrêt d'urgence permettant de signaler ou de prévenir rapidement tout incident, soit automatiquement, soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

Ce dernier dressera une liste exhaustive des opérations à effectuer (arrêt des machines, etc...) en fonction de la nature et de la localisation de l'incident. Il sera précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement ou manuellement.

7-6 : L'exploitant établira des consignes spéciales qui préciseront notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;
- la composition des équipes d'intervention ;
- la fréquence des exercices ;
- les modes de transmission et d'alerte ;
- les moyens d'appel des secours extérieurs et les personnes autorisées à lancer ces appels ;
- les personnes à prévenir en cas de sinistre.

Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel et affichées, ainsi que le numéro de téléphone et l'adresse du poste de sapeurs-pompiers le plus proche.

8°) - Prévention de la pollution des eaux

8-1 : Les alimentations en eau de l'établissement (réseau public, eaux traitées provenant de la station d'épuration communale de LAMBALLE etc...) seront munis de dispositifs de comptage.

Tous ces compteurs seront relevés périodiquement et les valeurs obtenues seront consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

8-2 : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes seront installés, afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans le réseau d'eau potable.

8-3 : Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipients, déversement de matière dangereuse ou insalubre, vers les égouts ou le milieu naturel.

Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux prescriptions de la disposition n° 8-6 ci-dessous.

8-4 : L'établissement devra être pourvu d'un réseau d'assainissement du type séparatif.

En particulier, les eaux pluviales non polluées provenant des gouttières des bâtiments projetés et des voies de circulation prévues devront être recueillies et rejetées dans le milieu naturel, après passage dans les lagunes existantes.

Un réseau de fossés isolera du ruissellement extérieur le site de l'usine et de la zone décharge.

Les eaux de ruissellement en provenance de l'aire de stockage des mâchefers, les eaux pluviales les plus souillées ainsi que les purges de la chaudière devront être collectées et stockées dans une fosse de réception de 250 m³ dans le but de servir à la réalimentation du bac d'extinction du mâchefers.

En cas de rejet dans le milieu naturel, le rejet devra respecter les normes indiquées à la disposition 8-6 ci-dessous.

8-5 : Les eaux vannes et les eaux usées provenant des bureaux et des locaux sociaux devront être traitées conformément aux instructions en vigueur concernant l'assainissement individuel.

8-6 : Les eaux résiduaires industrielles éventuelles devront être collectées et subir un traitement.

Quelles que soient les dispositions retenues par l'industriel pour le traitement de ces eaux, les concentrations limites avant rejet dans le milieu naturel seront conformes aux prescriptions suivantes :

- PH compris entre 5,5 et 8,5.
- Hydrocarbures < 5 mg/litre (norme NFT 90.203).
- DCO < 150 mg/litre.
- MES < 30 mg/litre.
- Métaux lourds totaux (Fe, Cu, Ni, Zn, Pb, Sn, Cr, Cd...) < 15 mg/l.
 - dont Cr6+ < 0,1 mg/l.
 - dont Cd < 0,2 mg/l.
 - dont Pb < 1 mg/l.
 - dont Hg < 0,05 mg/l.
- Phénols < 0,5 mg/l.
- CN libre < 0,1 mg/l.
- As < 0,5 mg/l.
- Fluorures < 15 mg/l.
- Chlorures < 250 mg/l.

8-7 : Au moins une fois par trimestre, des prélèvements et des analyses seront effectués en particulier sur le rejet d'eau en sortie des lagunes.

Les analyses devront porter sur chacun des paramètres réglementés.

Les résultats seront consignés dans un registre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les frais de ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté, des analyses des puits des riverains situés dans un rayon de 500 m des futures installations devront être réalisées (voir en octobre 1992)

Périodiquement, au moins une fois par an, de nouveaux contrôles devront être réalisés.

8-8 : Prévention des pollutions accidentelles

8-8-1 : L'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires, notamment par aménagement des sols, collecteurs, de bassin tampons de collecte et de refoulement, des canalisations, des pompes de reprises, etc... pour qu'il ne puisse y avoir, même accidentellement, déversement direct ou indirect de matières toxiques ou polluantes dans le milieu naturel.

8-8-2 : Les opérations périodiques ou exceptionnelles de nettoyage des divers circuits et capacités de l'usine (notamment, au cours des arrêts annuels d'entretien) devront être conduites de manière à ce que les dépôts, fonds de bacs, déchets divers, etc... ne puissent gagner directement le milieu récepteur ni être abandonnés sur le sol.

8-8-3 : Les réservoirs de produits polluants ou dangereux seront construits selon les règles de l'art.

Ils devront porter en caractère très lisible la dénomination de leur contenu.

Ils seront équipés de manière à ce que le niveau puisse être vérifié à tout moment. Toutes dispositions seront prises pour éviter les débordements en cours de remplissage.

Ils seront installés en respectant les règles de compatibilité dans des cuvettes de rétention étanches de capacité au moins égale à la plus grande des deux valeurs ci-après :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir.
- 50 % de la capacité globale des réservoirs contenus.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice devront être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

Un plan de l'ensemble des égouts de l'usine, des circuits et réservoirs sera tenu à jour par l'industriel ; les divers réseaux étant repérés par des couleurs convenues.

9°) - Aménagement du site

9-1 : A proximité immédiate de chaque issue, sera placé un panneau de signalisation sur lequel seront notés :

- usine de traitement des ordures ménagères.
- raison sociale de l'exploitant, adresse.
- heures d'ouverture.
- numéro et date d'autorisation du présent arrêté.

Les panneaux seront en matériaux résistants, les inscriptions seront indélébiles.

9-2 : Afin d'en interdire l'accès, les installations (usine + aire de stockage des mâchefers ...) seront entourées par une clôture grillagée en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 m.

Les plantations existantes devront être au maximum conservées sur le pourtour des parcelles périphériques.

Pour limiter l'impact visuel, des plantations complémentaires seront effectuées en tant que de besoin.

9-3 : Des voies de circulation et aires de stationnement devront être aménagées. Elles seront soigneusement nettoyées et entretenues pour permettre une circulation aisée des véhicules par tous les temps.

Tous les véhicules qui auront circulés sur le stockage devront avant de sortir avoir leurs roues nettoyées.

10°) - Si nécessaire, les installations seront mises en état de dératisation permanente ; les factures de produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée, seront maintenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

11°) - On luttera contre l'éclosion et la prolifération d'insectes par un traitement approprié. En cas de dégagements d'odeurs, la zone émettrice sera immédiatement traitée.

12°) - Produits admis

Les installations sont autorisées :

- à stocker des ferrailles diverses en vue de leur récupération.

- à incinérer les déchets ci-après :

. ordures ménagères et autres résidus urbains (numéro C 970 de la nomenclature des déchets mise à jour en 1985).

. déchets hospitaliers contaminés ou non (C 327).

. déchets banals en mélange ou non visés en particulier par les numéros C 830, C 840, C 850, C 860, C 870 et C 890 de ladite nomenclature.

Concernant les déchets banals, des essais devront être impérativement effectués pour déterminer les quantités maximales pouvant être incinérées avec les ordures ménagères.

13°) - L'exploitant devra toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature et les quantités de produits qu'il reçoit dans ses installations.

14°) - Le brûlage à l'air libre et le chiffonnage des déchets sont interdits.

15°) - L'accès des installations est réservé aux personnes autorisées par l'exploitant.

Les issues de l'établissement seront fermées à clef en-dehors des heures d'exploitation.

16°) - L'établissement disposera de personnel et de matériel en nombre suffisant.

17°) - En cas de panne de l'usine ou pendant, les périodes d'entretien, les ordures ménagères devront être traitées dans une installation dûment autorisée au titre de la réglementation sur les installations classées.

II - DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A L'INCINERATION.

18°) - L'aménagement et l'exploitation de l'installation d'incinération des résidus urbains sont soumis au respect des dispositions techniques définies dans l'annexe de l'arrêté ministériel du 25 Janvier 1991 (J.O. du 8 Mars 1991) relatif à l'incinération de résidus urbains et dont une copie est jointe au présent arrêté. En particulier, l'installation devra respecter :

18-1) : Déchargement des résidus urbains

Les résidus urbains à traiter doivent être déchargés, dès leur arrivée, dans une fosse étanche permettant la collecte des eaux d'égouttage.

L'installation doit être équipée de telle sorte que le stockage des déchets et l'approvisionnement du four d'incinération ne soient pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'aire de déchargement des résidus urbains doit être conçue pour éviter tout envol de papiers et poussières ou écoulement d'effluents liquides vers l'extérieur.

S'ils sont susceptibles de ne pouvoir être traités vingt quatre heures au plus tard après leur arrivée, l'aire ou la fosse doit être close et devra être en dépression lors du fonctionnement des fours ; l'air aspiré doit servir d'air de combustion afin de détruire les composés odorants. Le déversement du contenu des camions doit se faire au moyen d'un dispositif qui isole le camion de l'extérieur pendant le déchargement ou par tout autre moyen conduisant à un résultat analogue.

18-2 : Conditions d'incinération

Les conditions d'incinération en termes de température, de temps de séjour et de taux d'oxygène doivent être conçues de manière à garantir l'incinération des déchets et l'oxydation des gaz de combustion.

Les gaz provenant de la combustion des déchets doivent être portés même dans les conditions les plus défavorables, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène à une température d'au moins 850° C pendant au moins deux secondes en présence d'au moins 6 % d'oxygène mesuré dans les conditions réelles.

Le temps de séjour devra être vérifié lors des essais de mise en service.

Les gaz de combustion ne devront pas contenir en moyenne horaire plus de 100 mg/Nm³ de monoxyde de carbone et 90 % de toutes les mesures effectuées sur une période de 24 heures, plus de 150 mg/Nm³. Ces moyennes sont calculées en tenant compte uniquement des heures de fonctionnement effectif de l'installation y compris les phases de démarrage et d'extinction des fours.

L'installation sera équipée de brûleurs d'appoint. Ces brûleurs doivent entrer en fonction automatiquement dès que la température des gaz de combustion descend en-dessous de 850° C.

Les brûleurs d'appoint sont aussi utilisés dans les phases de démarrage et d'extinction afin d'assurer en permanence la température minimale susmentionnée pendant ces opérations et tant que les déchets sont dans la chambre de combustion.

18-3 : Conditions d'évacuation des gaz de combustion vers l'atmosphère

18-3-1 : Caractéristiques des cheminées

18-3-1-1 : Le rejet vers l'atmosphère des gaz de combustion est effectué de manière contrôlée, par l'intermédiaire d'une cheminée. Celle-ci a pour objet de permettre une bonne diffusion des gaz de combustion de façon à limiter la teneur de l'air en produits polluants résultant de la combustion.

La forme des conduits de fumée, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz de combustion dans l'atmosphère. Les contours des conduits ne présentent notamment pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est très continue et très lente. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée.

18-3-1-2 : La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré exprimée en mètres) est déterminée, d'une part en fonction de la puissance thermique de l'installation et du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz de combustion.

Elle est définie aux points 10-3 et 10-4 de l'arrêté ministériel du 25 Janvier 1991.

18-3-1-3 : Implantation et caractéristiques de la section de mesures

Afin de permettre la détermination de la composition (concentration en poussières, HCl, métaux lourds, CO₂, etc) et du débit des gaz rejetés à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe sera implantée sur la cheminée ou sur conduit en aval de l'installation de traitement des gaz.

Les caractéristiques de cette plate-forme permettent de respecter les normes en vigueur, notamment en ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure : emplacement (homogénéité de l'écoulement gazeux), équipement (brides), zone de dégagement (plate-forme).

L'homogénéité de l'écoulement gazeux est considérée comme assurée par le respect des longueurs droites sans obstacle en amont et en aval. Elle est aussi considérée comme assurée lorsque des études ou des mesures comparatives ont montré que les aménagements aérodynamiques de la section de mesure présentent une homogénéité équivalente.

La norme NF X44052 décrit notamment les dispositions à prendre pour la mesure du débit de gaz et de la concentration en poussières.

Les autres appareils de mesure devant être mis en place pour satisfaire aux autres contrôles prévus dans l'arrêté ministériel, et notamment aux contrôles en continu, devront être implantés de manière :

- ne pas empêcher la mesure périodique de la concentration en poussières, et ne pas perturber l'écoulement au voisinage des points de mesures de celle-ci ;

- pouvoir fournir des résultats de mesure non perturbés, notamment pendant toute la durée des mesures manuelles périodiques de la concentration en poussières (en particulier pour le calibrage des appareils à principe optique).

18-4 : Normes d'émissions

Valeur d'émission en mg/Nm³ rapportée aux conditions définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel, en fonction de la capacité nominale de l'installation d'incinération.

	Four de 3 t/h et plus
Vitesse verticale des gaz de combustion en sortie de cheminée	> 12 m/s
Poussières totales	30
Acide chlorhydrique (HCl)	50

Composés organiques exprimés en carbone total	20
Métaux lourds Pb + Cr + Cu + Mn	5
Ni + As	1
Cd + Hg (particulaires et gazeux)	0,2
Acide fluorhydrique (HF)	2
Anhydride sulfureux (SO ₂)	300

18-5 : Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en substances dépassent les valeurs fixées à l'article 11 devront être inférieures à 8 heures consécutives et leur durée cumulée sur une année devra être inférieure à 96 heures. Pendant les périodes visées ci-dessus, la teneur en poussières des rejets ne doit en aucun cas dépasser 600 mg/Nm³ et toutes les autres conditions notamment en matière de combustion doivent être respectées.

18-6 : Autosurveillance

18-6-1 : Combustion

La température des gaz, dans la zone où sont respectées les conditions définies à l'article 9, est mesurée et enregistrée en continu.

A la mise en service, une campagne de mesure complète doit être effectuée et en particulier le temps de séjour à la température de 850° C doit faire l'objet d'une vérification dans les conditions d'exploitation les plus défavorables envisagées.

Le dépouillement de l'enregistrement de ces contrôles est adressé mensuellement à l'inspecteur des installations classées.

18-6-2 : Gaz rejetés

Les mesures visées ci-dessous sont rapportées aux conditions définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel. Si la connaissance de la teneur en vapeur d'eau s'avère nécessaire pour satisfaire aux dispositions de l'alinéa précédent alors elle sera mesurée et enregistrée en continu. Les méthodes utilisées seront conformes aux normes françaises en vigueur.

Les teneurs en poussières totales, en monoxyde de carbone, en oxygène et en acide chlorhydrique sont mesurées et enregistrées en continu.

Une campagne de mesures ponctuelles en poussières, acide chlorhydrique, monoxyde de carbone, métaux lourds mentionnés à la disposition n°18-4 ci-dessus, acide fluorhydrique, dioxyde de soufre et composés organiques (exprimés en carbone total) doit être effectuée au moins une fois par an par un organisme extérieur à l'entreprise.

18-6-3 : Dans le cas de la surveillance en continu des poussières et de l'acide chlorhydrique telle que prévue ci-dessus :

18-6-3-1 : aucune moyenne mobile sur sept jours des valeurs de concentration mesurées pour ces substances ne doit dépasser la valeur-limite correspondante ;

18-6-3-2 : aucune moyenne journalière des valeurs de concentration mesurées pour ces substances ne doit dépasser de plus de 30 % la valeur-limite correspondante.

Pour calculer les valeurs moyennes mentionnées ci-dessus, on ne tient compte que des périodes de fonctionnement effectif de l'installation, y compris les phases de démarrage et d'extinction des fours.

18-6-4 : Une synthèse des résultats des contrôles en continu (teneurs en poussières totales, monoxyde de carbone, oxygène et acide chlorhydrique) établie sous forme de moyenne journalière sera adressée mensuellement à l'inspecteur des installations classées.

Les résultats des contrôles pondéraux devront être adressés à l'inspection des installations classées dans les quinze jours suivant leur réception par l'exploitant.

18-7 : Résidus solides de l'incinération

18-7-1 : Définition

L'incinération des ordures ménagères peut générer trois types de résidus :

- les mâchefers, scories récupérées en fin de combustion
- les cendres volantes, fines entraînées par les gaz de combustion, qui sont captées par le système de dépoussiérage
- les résidus de la déchloruration qui peuvent se retrouver mélangés avec les cendres volantes, si un dépoussiérage préalable ne précède pas le système de déchloruration.

Nota - Les résidus d'épuration des fumées comprennent en particulier les cendres volantes et les résidus de la déchloruration.

18-7-2 : Stockage :

+ cendres des chaudières ?
Rues chaudières

Les résidus d'épuration des fumées et les mâchefers doivent être stockés séparément. Les mâchefers sont déposés sur une aire ou dans un réceptacle étanche permettant la collecte de l'eau d'égouttage et de l'eau de lavage par la pluie.

Les résidus d'épuration présents avant évacuation devront être stockés à l'abri des intempéries et de manière à éviter les envols, soit dans des containers étanches, soit dans un local fermé.

Dans le cas d'utilisation de "big-bag" ou équivalent, ils devront être disposés sur une aire étanche à l'abri des eaux de pluie.

18-7-3 : Transport :

Le transport des résidus de l'incinération entre le lieu de production et l'unité de pré-traitement ou le centre d'enfouissement technique doit se faire de manière à éviter tout envol de matériau, notamment dans le cas de déchets pulvérulents.

18-7-4 : Elimination

La teneur maximale en imbrûlés dans les mâchefers mesurée sur les produits secs ne doit pas dépasser 5 %.

Cette valeur ne devra pas dépasser 3 % dans le cas d'incinération de déchets hospitaliers contaminés.

Les résidus d'épuration et les mâchefers sont séparés et éliminés conformément aux dispositions ci-dessous :

18-7-4-1 : Mâchefers

a) ils peuvent faire l'objet d'une valorisation en travaux publics à condition d'observer des précautions visant à protéger les nappes et points de captage des eaux.

Ils ne devront pas être utilisés en zone inondable, ni à moins de 30 mètres d'un cours d'eau. Ils ne serviront pas pour remblayer des tranchées (risque de corrosion et d'effet de pile s'il y a des canalisations).

Cette valorisation est conditionnée par une bonne connaissance des caractéristiques des mâchefers produits et par une vérification périodique de celles-ci (composition, imbrûlés, lixiviation...).

Préalablement, ils devront subir un criblage et si nécessaire un déferraillage puis un stockage sur une aire spéciale étanche d'une superficie suffisante pour permettre un temps de séjour de 6 mois minimum.

Nota :

Les zones inondables considérées sont définies dans les documents d'urbanisme tels que les PERI (plan d'exposition aux risques d'inondation) ou les POS ou par référence aux relevés de plus hautes eaux connues.

b) - Si les mâchefers ne peuvent être valorisés en technique routière, ils doivent être éliminés dans des installations autorisées au titre de la loi du 19 Juillet 1976.

18-7-4-2 : Résidus de l'épuration des fumées

Ils ne pourront être admis que dans les seules installations qui y sont explicitement autorisées par arrêté préfectoral pris au titre de la loi du 19 Juillet 1976.

En tout état de cause, les résidus de l'épuration des fumées, même pré-traités, ne devront en aucun cas être mélangés avec des résidus urbains.

Ces déchets de la dépollution peuvent être, selon leur composition :

a) stockés en site très étanche (mines de sel par exemple) ou enfouis en décharge de déchets industriels de classe 1 lorsqu'ils satisfont à leurs critères d'admissibilité.

b) prétraités avant d'être admis en décharge contrôlée de déchets industriels ou de résidus urbains, selon la qualité du traitement.

Pour pouvoir être admis en décharge de résidus urbains, les déchets pré-traités devront satisfaire aux dispositions prévues par les arrêtés préfectoraux d'autorisation desdites décharges.

Les éventuels dispositifs de pré-traitement mis en place devront faire l'objet d'un dossier préalable adressé au Préfet.

18-7-5 : Autosurveillance

Une analyse au moins une fois par trimestre des différents résidus de l'épuration des fumées sera effectuée sur un échantillon composite. En particulier, un test de lixiviation sera réalisé conformément au protocole défini par la norme X31-210. Les analyses porteront notamment sur la fraction soluble et les teneurs en métaux lourds et permettront de définir la filière d'élimination. La teneur en imbrûlés dans les mâchefers sera contrôlée périodiquement, au moins chaque trimestre.

Les résultats seront adressés, à l'inspection des installations classées dans les quinze jours suivant leur réception par l'exploitant.

Chaque trimestre et dans la quinzaine de jours qui le suit, l'exploitant transmettra à l'inspecteur des installations classées les bordereaux donnant, par nature de déchets, les quantités produites et éliminées, les coordonnées des transporteurs et les lieux d'élimination choisis (arrêt, secours).

L'exploitant établira une consigne d'exploitation du four d'incinération. Cette consigne devra préciser les dispositions prises en cas de panne électrique.

19°) - Dépôts hospitaliers contaminés

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 Août 1989 relatives à l'incinération des déchets hospitaliers contaminés au sens de la réglementation sanitaire devront être rigoureusement respectées. Celles-ci sont jointes en annexe au présent arrêté.

20°) - En cas de panne de l'usine ou pendant les périodes d'entretien, les ordures ménagères et autres résidus urbains devront être traités dans une installation dûment autorisée au titre de la réglementation sur les installations classées.

III - PRESCRIPTIONS PARTICULIERS APPLICABLES AU DEPOT DE FERRAILLES DIVERSES

21°) - Ce dépôt est autorisé sur la parcelle n° 93 située sur la commune de LAMBALLE-SAINT-AARON.

Il sera effectué sur un emplacement spécialement aménagé qui devra être clôturé.

Les tas de ferrailles ne devront pas dépasser 3 mètres.

Le nombre des carcasses automobiles ne devra excéder 50 véhicules. Ces déchets revalorisables devront être confiés à une entreprise de récupération spécialisée.

Si des travaux de démolition de ferrailles sont effectués, ceux-ci devront l'être sur un emplacement bétonné muni d'une fosse étanche de récupération des eaux d'un minimum de 2 m³, comme indiqué dans l'instruction ministérielle du 10 Avril 1974.

Les huiles usées, les eaux de batteries, etc...devront être récupérées et confiées à une entreprise spécialisée.

22°) - Les ferrailles devront être régulièrement reprises par une entreprise spécialisée.

III - PRESCRIPTIONS DIVERSES

23°) - Les aires de stockage d'ordures broyées devront être recouvertes de terre et remises en bon état.

24°) - Tant que les installations ci-dessus ne sont pas opérationnelles, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 30 Novembre 1979 restent applicables aux installations de broyage et de mise en décharge des déchets broyés.

ARTICLE 3 : La demande d'autorisation relative au stockage définitif sur le site des résidus d'épuration des fumées visé par les rubriques n° 167 et 322 B de la nomenclature sur les installations classées est rejetée.

ARTICLE 4 -

La présente autorisation délivrée sous réserve du droit des tiers deviendrait caduque au cas où les installations qui en font l'objet ne seraient pas mises en exploitation dans un délai de trois ans suivant la date de notification du présent arrêté.

Il en serait ainsi également si l'établissement cessait d'être exploité pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 5 -

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 6 -

L'exploitant devra se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte des mairies de PLANGUENOUAL et LAMBALLE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de M. le Président du SMICTOM du PENTHIEVRE-MENE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du SMICTOM du PENTHIEVRE-MENE dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 9 -

le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
les Maires de LAMBALLE et PLANGUENOUAL,
l'Inspecteur des installations classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- M. le Président du SMICTOM du PENTHIEVRE-MENE, pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police,
- aux Maires de ANDEL, HENANSAL et SAINT-ALBAN, pour information.

SAINT-BRIEUC, le 15 AVR. 1991
Le PREFET,

Signé : Roger GROS

Pour copie certifiée conforme
L'Attaché, Guy J. J. J.

Maria-Suzanne MOREAU